

Notre propre ensemble d'actions initiales pour Osaka comprenait, outre nos engagements à l'Uruguay Round, une réduction des taux NPF [nation la plus favorisée] applicables à 1 500 positions tarifaires, la réduction des taux TPG [Tarif de préférence général] actuellement appliqués à 3 016 lignes tarifaires, ainsi que l'octroi du traitement TPG à 219 lignes tarifaires non couvertes précédemment.

Je voudrais mentionner que, contrairement à ce qu'ont pu en dire les médias, le Pacte de l'automobile n'est pas à discuter dans le contexte de l'APEC.

La culture n'a pas non plus été discutée à l'APEC. Si chaque économie est libre de soulever toute question de son choix, cela ne signifie pas que les autres membres accepteront d'en discuter. Le Canada entend préserver son identité culturelle et ses industries culturelles, tout comme les autres membres de l'APEC. Si la question devait être soulevée, nous continuerons à nous assurer que les intérêts canadiens sont protégés.

Sur la question de la dynamisation de l'OMC, le Canada est particulièrement heureux que les ministres et les leaders aient endossé sa proposition demandant aux membres de l'APEC de préparer des initiatives en prévision de la première Conférence ministérielle d'examen qui se tiendra à Singapour en décembre 1996. C'est là une facette importante de notre effort pour mettre en valeur l'ouverture de l'APEC.

Les ministres du Commerce de l'APEC se réuniront en fait l'été prochain pour explorer des moyens d'insuffler l'élan de l'APEC au reste du système commercial mondial. Mais je ne veux pas vous laisser l'impression que l'APEC se résume à des rencontres d'officiels et de ministres dans des lieux éloignés. Ce n'est pas du tout le cas. En fin de compte, l'APEC est véritablement axée sur l'entreprise - sur son avenir à court et à long termes.

À plus long terme, les droits de douane seront abaissés et des marchés qui étaient auparavant réservés aux entreprises locales seront ouverts aux sociétés canadiennes. Mais à plus court terme, les membres de l'APEC font porter leurs efforts sur d'autres types de facilitation des affaires. Les leaders ont reconnu que les économies membres doivent, collectivement, réduire la paperasserie imposée aux gens d'affaires. Ils ont aussi endossé le travail du Groupe des procédures douanières de l'APEC visant l'harmonisation et la simplification des procédures douanières dans la région d'ici 1998 et l'élimination de certains des problèmes douaniers les plus irritants dans la région. Les gens d'affaires qui se rendent dans la région Asie-Pacifique devraient pouvoir obtenir plus rapidement des visas pour leurs voyages d'affaires de courte durée. À cet égard, le premier ministre de l'Australie, M. Keating, a soumis une proposition intéressante à Osaka. Il a suggéré le développement d'une carte de voyage